

Démographie des migrations Impensés et implicites démographiques de l'extrême droite italienne

Le 25 septembre 2022 la coalition des droites qui regroupe la ligue, Forza Italia et Fratelli Italia remporte largement la victoire des élections législatives Italienne. C'est donc la dirigeante de ce dernier parti né en 2014, Giorgia Meloni, qui arrive à la tête du conseil des ministres Italien et est chargée de former le nouveau gouvernement. C'est la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale que l'Italie est dirigée par une majorité d'extrême droite. Fratelli d'Italia réussi à mobiliser 25% des votes italiens lors de ces élections ayant lors de sa campagne et depuis le début de ses prises de position politique en réalité, utilisé la rhétorique populiste qui vise à opposer le "nous" composé du peuple à des ennemis identifiables, le "eux" qui sont les étrangers non-européens. En effet, la lutte contre l'immigration est centrale dans les discours de l'extrême-droite italienne (et européenne de manière générale) car elle permet d'identifier une menace à la stabilité, la sécurité et la souveraineté nationale et donc des personnes dont il faut empêcher l'accès au pays ou, pour ceux déjà sur le territoire, limiter les possibilités de leur accès à la nationalité. Cette branche de l'extrême-droite italienne portée par Giorgia Meloni met également en avant de manière très forte la place des femmes comme mères et leur importance au sein de la société. Cela se produit par des mesures censées favoriser la natalité des femmes italiennes et décourager les IVG par exemple.

En effet, l'Italie est arrivée à la fin de sa transition démographique de manière très rapide et a aujourd'hui un taux de fécondité et de mortalité qui n'a jamais été aussi bas et la durée de la vie continue de s'allonger. La population italienne est donc entrain de vieillir et son accroissement total est négatif depuis le milieu des années 2010. Comme réponse à ce déséquilibre de la structure par âge du pays, qui pose d'importants enjeux de viabilité du système de protection sociale et de dynamisme économique, l'extrême droite italienne propose donc une politique nataliste partielle. En effet cette politique de population voudrait que les naissances augmentent, que les décès baissent, que l'immigration augmente et que l'émigration baisse. Seulement, les mesures proposées souhaitent agir sur la natalité mais refusent d'utiliser la variable de l'immigration pour pallier le manque de population active suivant la doctrine classique de xénophobie et un discours sécuritaire associée à l'extrême droite mais également comme peur d'une menace par la natalité qui nourrit le fantasme du grand remplacement et qui justifierais le besoin d'enfants nationaux pour contrebalancer cette menace.

Nous essaierons donc d'analyser dans ces discours les impensés comme des éléments factuels ou de théorie démographique qui ne sont pas formulés ou qui sont niés par l'extrême droite ainsi que les implicites comme des idées contenues dans des proposition mais qui ne sont pas formellement exprimés. Il s'agit ici de comprendre dans quelle mesure les politiques de population de l'extrême droite italienne visant à ralentir le vieillissement de sa société contournent et diabolisent l'immigration comme réponse existante, mais limitée néanmoins ?

Nous verrons donc que la conjoncture actuelle de l'Italie appelle ses politiques à mettre en œuvre des mesures natalistes tout en renforçant les mesures contre l'immigration illégale (I) et comment le débat sur la naturalisation des enfants d'immigrés nés sur le sol Italien a cristallisé les positions de l'extrême droite autour de ses questions permettant ainsi de déceler les présupposés démographiques qui dictent leur ligne politique (II).

I- Une volonté de relance de la natalité italienne pour ne pas recourir à l'immigration : politiques implicites de l'extrême droite italienne

La lecture du programme de Giorgia Meloni en course pour la tête du conseil des ministres italiens en automne 2022 révèle la manière dont elle compte agir sur les dynamiques démographiques par la mise en œuvre de politiques de populations. Souhaitant une reprise d'une population strictement italienne sur son territoire, elle propose des mesures de soutien à la famille (A) mais également une fermeture stricte des flux migratoires illégaux qui seraient à l'origine des maux de l'Italie (B).

A) Des politiques de soutien à la famille et à la natalité comme implicite raciste des programmes de l'extrême droite italienne

Dans le "Programme pour relever l'Italie" du parti d'extrême-droite Fratelli d'Italia porté par Giorgia Meloni (Document1), il y a une véritable volonté de "soutenir la natalité et la famille". S'ensuivent de multiples mesures censées encourager les familles Italiennes à faire plus d'enfants alors que la natalité Italienne continue de baisser les tranches d'âges les plus âgées d'augmenter. Ces mesures passent par des réductions de taxe de produits dédiés aux enfants par des allocations ou des soutiens aux personnels médicaux ou des crèches soit tout un panel de mesures sociales censées réduire le coût de l'enfant pour les ménages italiens ou les familles monoparentales et donc les encourager à avoir d'autres enfants. Le programme met également en avant sa réticence à l'IVG en proposant une "campagne de communication et d'information de nature médicale sur le thème de la fertilité" et des campagnes de prévention mais également des fonds "pour aider les femmes seules et en difficulté économique à aller au terme de leur grossesse". Ces mesures visent à décourager les femmes qui souhaitent avorter à aller au bout de leur décision. De plus, en Italie depuis de nombreuses années, l'accès à l'avortement est de plus en plus compromis, en particulier dans les provinces gouvernées par l'extrême droite, où les médecins refusent d'accorder le certificat nécessaire aux femmes qui souhaitent avorter faisant valoir leur clause de conscience. L'extrême droite italienne, chrétienne et citant Jean-Paul II dans son programme est largement opposée à la pratique de l'avortement et essaye donc par des mesures dissuasives de faire reculer leur nombre.

En effet, l'analyse des indicateurs démographiques de l'Italie montrent un ralentissement de la natalité et donc un vieillissement de la population qui provoque des déséquilibres économiques comme par exemple, un nombre d'actif inférieur au nombre de personnes non actives. Le document 3 nous permet d'analyser ces dynamiques depuis 1950. L'accroissement total, qui est la somme du solde naturel (les naissances moins les décès) et du solde migratoire (les entrées moins les sorties sur le territoire) est largement

positif jusque dans les années 80 puis baisse très fortement Il reprend dans les années 2000 puis baisse à nouveau jusqu'à devenir négatif en 2013. Le solde migratoire est lui généralement négatif (sauf contexte particulier de certaines années) jusque dans les années 80 puis augmente de manière très progressive jusque dans les années 2000 où il explose. Puis baisse dans les années 2014/2015. Enfin, le solde naturel est positif jusque dans les années 1990 puis devient négatif puis très largement négatif à partir de 2013. L'espérance de vie continuant de s'allonger et le nombre d'enfants par femme de diminuer tous ces indicateurs nous permettent de saisir que l'Italie est en déclin démographique c'est pourquoi les programmes politiques essayent de mettre en place une politique nataliste. Nous pouvons néanmoins relativiser les effets réels de ces politiques natalistes dont certaines études indiquent qu'elles ont un effet social plus qu'un effet sur la natalité. En effet, les politiques natalistes n'ont jamais cessé d'exister depuis la seconde-guerre mondiale et ont permis le renforcement des infrastructures permettant aux femmes d'avoir une carrière professionnelle en plus de leur vie de famille mais cela n'a pas empêché la fécondité de chuter. Les couples ont aujourd'hui moins d'enfant qu'auparavant moins pour des raisons financières que pour des raisons écologiques, de volonté d'être plus libres ou bien par inquiétude du monde futur, les politiques natalistes ne pouvant pas faire changer ces volontés relevant des choix personnels et intimes de ménages. Il en est de même pour les femmes qui souhaitent avorter qui, même s'il est difficile de trouver un docteur, l'avortement n'étant pas interdit, pourront trouver une solution pour le faire.

B) Des politiques italiennes de plus en plus dures face à une immigration nécessaire à la dynamique démographique du pays

L'extrême droite italienne est largement opposé à l'immigration et souhaite renouveler sa population grâce aux enfants de familles italiennes. Dans son programme déjà mentionné elle souhaite la « fermeture à l'immigration illégale et la sécurité pour les citoyens ». Ces deux idées étant ici accolées dans une même proposition indiquent que l'extrême droite italienne souhaite que les problèmes de sécurité que rencontrent les Italiens comme la criminalité, la dégradation de l'espace public soit associée à l'immigration illégale, justifiant la fermeture des frontières. Une série de mesure est ainsi décrite, mêlant lutte contre l'immigration illégale et criminalité de manière intriquée. Cette rhétorique populiste donc permet d'identifier un danger contre lequel le sentiment national et la patrie doit se mobiliser, créant un sentiment de groupe pour les Italiens de souche.

Dans son dictionnaire des migrations internationales, Gildas Simon (Document 6) indique qu'il n'y a pas toujours une opposition aussi stricte en Italie face à l'immigration. Dans les années 1970 l'Italie devient un grand pays d'immigration après avoir été un pays d'émigration. A ce moment, la transition démographique s'accélère donc la fécondité s'effondre comme nous l'avons vu et l'immigration et les naissances induites ne parviennent pas à équilibrer la chute de la natalité. Il y a à ce moment en Italie un véritable appel à l'immigration clandestine pour relancer l'économie italienne, surtout dans le secteur industriel du nord du pays et les petits services. Ces immigrés sont pour la plupart

sans papier et en 2010, 1 dixième de la main d'œuvre italienne est immigrée et c'est une main d'œuvre peu qualifiée. Des campagnes de régularisations régulières ont permis de donner des permis de séjour longue durée à des immigrés qui justifiaient d'un emploi. Pendant cette période la question migratoire devient une priorité politique et plusieurs visent à régulariser une immigration de fait et d'intégrer les travailleurs immigrés à la société italienne. Les mouvements d'extrême droite se cristallisent autour de cette même question à ce moment, alors qu'ils gagnent en popularité. Les politiques migratoires prennent alors un revirement sécuritaire et l'immigré devient la figure de l'ennemi. Les conditions de séjour se durcissent les contrôles aux frontières également, une politique de quotas est mise en place. La loi Turco-Napolitano de 1999 fait croire à une volonté d'intégration des immigrés tout en poursuivant des mesures sécuritaires qui seraient conformes au respect des droits fondamentaux de la personne. Le décret d'application italien est très rigide et aggrave les conditions de vie des immigrés en Italie. Aujourd'hui le gouvernement Italien refuse le débarquement de bateaux humanitaires comme l'Ocean Viking en novembre 2022.

L'extrême-droite refuse donc de considérer l'immigration comme une population pouvant les aider à rééquilibrer leur population parce qu'ils souhaitent préserver une italianité sur la base d'une idéologie raciste. Mais l'immigration pourrait-elle vraiment permettre ce rééquilibrage de la natalité italienne en chute ?

II- Le blocage des possibilités de naturalisation : la surestimation l'extrême droite de la fécondité des immigrées

Lorsque qu'Ignazio La Russa, qui a été le président du parti Fratelli d'Italia lors de la création du parti, s'exclame sur les plateaux télévisés qu'il s'oppose au projet de loi étendant la nationalité aux enfants d'immigrés car il y a un risque que l'Italie devienne la maternité de l'Afrique il véhicule l'idée reçue largement répandue selon laquelle les femmes africaines ayant plus d'enfants que les femmes Italiennes, ces enfants vont progressivement remplacer la population italienne et mettrait donc en danger l'identité nationale. Non seulement, ce contre-argument raciste surestime la possibilité de l'immigration d'aider la population Italienne à rajeunir (A) mais méconnaît également les différences entre les taux de natalité des femmes immigrées dont nous verrons qu'ils ne peuvent pas avoir un effet de remplacement tant les chiffres sont faibles (B).

A) L'opposition au projet de loi sur la naturalisation de l'extrême droite italienne : présupposés racistes et misogynes sur les femmes immigrées

Lors de la réforme de la loi électorale en 2017, l'un des débats les plus importants en Italie, cristallisant les oppositions, concerne le projet de loi de réforme de l'accès à la nationalité. Ce projet de loi d'initiative populaire, déposé en 2012 a été rejeté, la coalition de droite profitant d'une gauche fragmentée pour asseoir sa propagande populiste anti-immigration (Document 7). L'idée de cette réforme a été lancée par une ONG en 2011 afin d'assouplir les règles de reconnaissance du droit du sol en Italie, le droit du sang primant et ayant été réaffirmé en 1992. Le projet de loi propose en effet la possibilité pour les

enfants nés en Italie de parents immigrés de pouvoir, à condition d'avoir été scolarisés minimum cinq ans en Italie ou d'avoir rempli un parcours scolaire ou professionnel. Une autre condition est que l'un des parents doit avoir au moins un permis de séjour de longue durée. Ces propositions visent donc à élargir les possibilités de naturalisation pour des enfants dont les parents ont prouvé des efforts d'intégration en scolarisant leurs enfants par exemple. Il ne visait pas à établir le droit du sol, c'est à dire de considérer que tous les enfants nés en Italie de parent étranger pouvaient obtenir la nationalité Italienne. La loi permettant une progression, mais toute relative des droits des personnes immigrées en Italie a été bloquée au Sénat par la coalition d'extrême droite pendant plusieurs années. Dans l'une de ses interventions télévisée, Ignazio La Russa président du Sénat depuis 2018 et figure postfasciste en Italie, semble justifier son opposition au projet de loi sur la nationalité en répétant le slogan "Italy cannot become Africa's delivery room". Cette phrase permet de saisir la justification raciste (car ce n'est pas un réel argument politique) de l'opposition de l'extrême droite italienne au projet de loi. Déjà, il montre par cette phrase que c'est une opposition de principe à la loi et qu'il ne prend pas en compte les réelles propositions contenues dans cette dernière car il semble porter l'idée selon laquelle cette loi permettrait l'accès à un vrai droit du sol ce qui n'est pas la réalité du projet qui porte de nombreuses conditions. Ensuite, ce slogan porte de nombreux supposés racistes et misogynes à l'égard des femmes Africaines. Ces présupposés sont donc que les femmes venant d'Afrique auront beaucoup d'enfants en arrivant en Italie, comme dans leur pays mais aussi que cette loi va les encourager à venir en Italie et à avoir des enfants une fois arrivées dans un pays. Ces présupposés ne prennent pas en compte la réalité des chiffres et considère qu'une femme est forcément une mère, ce qui est une valeur traditionnellement portée par l'extrême droite italienne, et encore plus depuis que Giorgia Meloni est une actrice politique dans le pays. En effet cette dernière met en avant dans nombreux de ses discours son rôle de mère forte, qui porterait aussi bien une famille que sa patrie. Enfin, l'extrême-droite italienne surestime l'effet que cette loi pourrait avoir sur l'immigration car c'est d'abord une loi visant à améliorer les droits des enfants nés sur le territoire italien de parents étrangers et non pas une mesure de régularisation.

Une comparaison peut être faite avec la France lors du vote de la loi sur la naturalisation en 1927 qui visait à réduire la durée de séjour minimum nécessaire à 3 ans pour être en droit de demander la naturalisation. Un argument démographique s'opposait alors à un argument raciste porté par des groupes fascistes comme l'Action Française. Cette loi avait pour objectif de contrebalancer les pertes de la 1^{ère} guerre mondiale par une mesure incitative et était un véritable appel à l'immigration. C'est ce que ne souhaite pas l'extrême droite italienne qui ne considère pas l'immigration africaine comme une bonne immigration. En septembre 2022, Giorgia Meloni prononce un discours à Marbella pour participer à un rassemblement du parti espagnol Vox lors des élections régionales andalouses dans lequel elle distingue les réfugiés d'Afriques et du Moyen-Orient qui ne sont pas des réfugiés contrairement aux Ukrainiens blancs et chrétiens, dignes d'être accueillis.

Une politique de population souhaitant plus de naissances dans le pays ou bien une plus grande population jeune voudrait donc que les politiques Italiennes favorisent l'arrivée de migrants, de les accueillir dignement et de leur faire bénéficier des mêmes politiques familiales que les nationaux afin de tenter de faire remonter la population dans les tranches d'âge les plus jeunes mais l'extrême droite italienne empêche d'adoption de telles mesures en pénalisant l'immigration illégale tel qu'indiqué dans le programme de Fratelli d'Italia et en restreignant de manière très violente la possibilité des bateaux traversant la méditerranée d'accoster en Italie mettant des milliers de vie en danger, flirtant avec le respect des droits de l'Homme. Mais on peut néanmoins se demander si des politiques de population favorisant l'immigration ou la naturalisation auraient un impact au point de permettre le rattrapage de la baisse de fécondité des natives italiennes et du vieillissement en cours de la population ?

B) Une lecture raciste des indicateurs de fécondité des femmes africaines par l'extrême droite italienne

La confusion est ainsi souvent faite entre le pourcentage de naissance des femmes immigrées et donc leur contribution à la natalité et l'indice conjoncturel de fécondité. L'indice conjoncturel de fécondité est calculé d'après une table de fécondité qui répartit tous les enfants nés pour une année observée par classe d'âge des mères. L'indice synthétique est ensuite calculé en faisant la somme de ces taux de fécondité par âge et on obtient un chiffre indiquant le nombre d'enfants moyen qu'aurait une femme si elle connaissait tout au long de sa vie les conditions de fécondité de l'année observée. Ces chiffres reflètent donc une conjoncture statistique. Grâce à l'état civil il est possible d'observer les différences de ces différents indicateurs pour les femmes natives et les femmes immigrées. D'après les chiffres de l'Institut de démographie Italien ISTAT pour l'année 2019, les femmes natives ont eu 1.18 enfants et les femmes immigrées (ou étrangères selon leur catégorie) 1.99 enfants soit un écart de 0.81 enfants. Le taux de fécondité des deux groupes de population confondue étant de 1.27, on peut indiquer que la présence d'immigrée fait augmenter de 0.8 points le taux de fécondité national de l'Italie alors qu'elles contribuent à 15% des naissances.

Il y a en effet un biais méthodologique dans ces calculs qui font que la tendance est plutôt à la surestimation de la fécondité des immigrées. Il y a en effet un premier biais lié au parcours migratoires de ces femmes dans la construction de l'indice conjoncturel de fécondité. D'après l'étude de Toulemon et Mazuy, en France il y aurait une fécondité très forte des femmes dans les années qui suivent la migration puis elle baisse pour atteindre celle des femmes françaises. Ils observent également que la fécondité des femmes immigrées est très faible dans les années juste avant la migration, proche de celle des natives et donc plus faible que le taux de fécondité du pays d'origine (les pays d'immigration ayant de plus forts taux de fécondité que les pays européens). Ils proposent donc deux hypothèses pour expliquer ce phénomène : les femmes qui ont un projet migratoire ne font pas ou moins d'enfants avant leur départ ou bien elles attendent d'être installées dans le pays d'accueil pour faire des enfants. Le second biais est celui de l'âge d'arrivée dans le pays d'accueil. Les femmes arrivées jeune ont un taux de fécondité qui se

rapproche de celles des natives alors que les femmes qui arrivent entre 25 et 30 ans ont une surfécondité dans les années qui suivent leur arrivée mais elles avaient avant d'arriver moins d'enfant que les femmes de leur âge natives. Ainsi ces deux biais méthodologiques ont tendance à surestimer la fécondité des femmes immigrées quand elles arrivent dans le pays d'immigration.

L'extrême-droite considère donc dans d'après son discours que le taux de fécondité des émigrées dans leurs pays qui est donc plus élevé que le taux de fécondité de l'Italie (qui est l'un des plus bas d'Europe) ne changerait pas en une fois arrivée en Italie ce qui ne prend pas en compte donc les chiffres que et donc les facteurs endogènes de la fécondité sur la dynamique démographique nous venons de voir mais également la réelle difficulté sociale dans laquelle les immigrés sont lorsqu'ils arrivent en Italie. En effet la précarité administrative et économique de ces personnes qui ne bénéficient donc pas forcément du système de soin du pays d'origine peuvent être autant de facteurs exogènes qui font baisser la fécondité des femmes immigrées lorsqu'elles changent de pays. C'est ce que rappelle le Document 7 lorsque les auteurs racontent l'histoire de Beauty une immigrée Nigériane et de son mari Destiny qui attendent un enfant alors qu'ils accostent en Italie. Beauty est très malade elle finira par mourir peu après son accouchement à frontière Française qu'elle souhaitait traverser pour rejoindre sa sœur et trouver de l'aide. Le discours de Fratelli d'Italia et de la coalition en général semble donc nier également les normes de fécondités des migrantes. Les normes de fécondité évoluent selon l'origine sociale ou géographique des individus mais également la religion ou la famille par exemple et détermine le niveau de fécondité d'un individu. Ces normes de fécondités vont évoluer selon l'histoire maritale et migratoire de l'individu et dépendre aussi de son adaptation économique et culturelle dans le pays d'accueil. Les normes de fécondités dominantes dans un pays d'accueil exercent une faible influence sur la fécondité des femmes immigrées mais encore plus sur leurs enfants.

L'Italie est donc encore loin de du taux de fécondité lui permettant le renouvellement de sa génération et le ralentissement du vieillissement. En effet, le seuil de renouvellement réel est de 2.10 enfants par femme. C'est le nombre d'enfants moyen par femme qui est nécessaire pour qu'une population conserve son effectif.

Pour conclure, l'extrême droite italienne ne souhaite pas que l'immigration soit un moyen de remonter la courbe de sa natalité mais pense pouvoir le faire grâce à une politique de soutien à la famille dont l'efficacité est questionnable s'il elles n'est pas prise dans une réforme globale qui pourrait agir sur les comportements individuels. Seulement l'immigration non plus n'est sans doute pas en capacité de rééquilibrer la part d'actifs dans la société italienne car nous avons vu que les femmes immigrées avaient fait légèrement augmenter le taux de fécondité de la population totale mais pas assez pour atteindre le seuil de renouvellement des générations. Elle joue donc un rôle à court terme mais ne peut inverser la courbe de l'accroissement total. Giuseppe Gesano et Salvatore Strozza indiquent que la solution pour « maîtriser les conséquences démographiques » serait de

combiner des incitations à augmenter la fécondité et des immigrations en fixant chaque année des quotas, en élaborant des programmes de réinstallation et en œuvrant pour intégrer efficacement la population migrante ». Ainsi, les politiques de populations de l'extrême droite italienne auront sans doute un faible impact sur la dynamique démographique du pays mais leurs mesures visant à restreindre l'immigration illégale ont un impact sur la vie des personnes qui franchissent la méditerranée qui risquent de ne pas pouvoir accoster en Italie où d'être renvoyés.

Bibliographie :

Lang, J. & Le Bras, H., 2006. VII. L'apport démographique de l'immigration. Dans : J. Lang & H. Le Bras (Dir), Immigration positive (pp. 153-170). Odile Jacob.

Programme pour relever l'Italie. Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia. Elections politiques du 25 septembre 2022. Traduction : Célio Sierra-Paycha

Giuseppe Gesano & Salvatore Strozza, 2011, Foreign migrations and population aging in Italy. Genus , Vol. 67, No. 3, p. 83-1047

Gildas Simon, 2015, Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique, article « Italie », Armand Colin

Angelica Pesarini, Marcella Simoni, Davide Lombardo, 2021, "Africa's Delivery room": The Racialization of Italian Political Discourse on the 80th Anniversary of the Racial Laws in Languages of Discrimination and Racism in Twentieth-Century Italy , Palgrave MacMillan

Jacques Vallin, 2012, Faut-il une politique de population ? Population et Sociétés n°489, INED

Sabrina Volant, Gilles Pison et François Héran, 2019, La France a la plus forte fécondité d'Europe. Est-ce dû aux immigrées ? Population et Sociétés n°558, INED

Steven Forti, 2022, Le style populiste de Giorgia Meloni, Le Grand Continent

Laurent Toulemon, Magali Mazuy, 2004, Comment prendre en compte l'âge à l'arrivée et la durée de séjour en France dans la mesure de la fécondité des immigrants ?, Documents de travail, n°120

Données :

Dynamiques démographiques en Italie de 1950 à 2021 (World Population Prospects, UN Population Division, Department of Economic and Social Affairs)

Site de l'institut statistique italien ISTAT ; [Istat.it english](https://www.istat.it/en)